

Mission Multidimensionnelle  
Intégrée des Nations Unies  
pour la Stabilisation en  
République Centrafricaine



United Nations  
Multidimensional Integrated  
Stabilization Mission in the  
Central African Republic

MINUSCA



## NOTE D'INFORMATION

### LE RAPPORT PERIODIQUE DE LA MINUSCA SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME RENDU PUBLIC

**Bangui, 14 décembre 2016** – Les Nations Unies ont publié mercredi un rapport sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine (RCA) entre le 1er juin 2015 et le 31 mars 2016, qui fait état de 1.301 cas de violations et abus des droits de l'homme affectant au moins 2.473 victimes à travers la RCA. Les principaux auteurs de ces actes sont les éléments armés des groupes anti-Balaka, ex-Séléka, la LRA, les 3R et le RJ ainsi que les forces de défense et de sécurité gouvernementales.

Parmi les victimes, il y a 1.000 hommes, 261 femmes, 91 garçons, 67 filles, 808 adultes non-identifiés et 246 victimes dont l'âge et le genre n'ont pu totalement être vérifiés. Le rapport fait des recommandations aux autorités et à la communauté internationale pour renforcer la lutte contre l'impunité et appelle également les groupes armés à mettre fin à tous les abus contre les civils, dont les attaques contre leurs habitations et leurs sources de subsistance.

*« Ce rapport est le résultat des enquêtes et investigations rigoureuses effectuées par nos équipes sur le terrain à travers nos 12 bureaux implantés à l'intérieurs du*

**Bureau de la Communication et de l'information publique**

*pays. Toutes les informations compilées dans ce rapport sont crédibles et spécifiques à la méthode du travail de la mission onusienne », a indiqué le directeur adjoint de la division des droits de l'homme de la MINUSCA, Rosevel Pierre Louis, lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission.*

Pour sa part, le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, est également revenu sur la situation des droits de l'homme pour dénoncer le phénomène de justice populaire dont sont notamment victimes les vieilles femmes. *« Une vieille dame d'environ 70 ans a été battue à mort ce week-end à Bangui alors qu'elle rentrait chez elle. Ses agresseurs l'accusaient de sorcellerie et comme dans d'autres parties de la RCA, la femme a été tuée », a regretté Monteiro, soulignant que cet incident survient alors que vient de s'achever les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le sexe. « Cet acte souligne la nécessité de renforcer les efforts pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles mais aussi à toute forme de justice populaire », a-t-il indiqué.*

Quant à la composante police de la MINUSCA, sa porte-parole Popescu Andreea Oana, a annoncé que depuis mardi et mercredi, ce sont la Police et la Gendarmerie centrafricaines qui gardent certains bâtiments publics, suite au transfert de responsabilité de certains postes de garde statique par la MINUSCA. *« Désormais, la Gendarmerie prend en charge l'ANE (élections), le CDT et la Primature tandis que la Police se charge du Tribunal de Grande Instance, de l'Assemblée Nationale et de la Cour Constitutionnelle. Selon la résolution 2301, ce transfert progressif de responsabilité vient en faveur du processus politique de réconciliation et de stabilisation, de l'extension de l'autorité de l'État et du maintien de l'intégrité territoriale », a dit la porte-parole. Le transfert est fait en coordination avec les autorités centrafricaines et en tenant compte des*

risques sur le terrain.

De son côté, le porte-parole de la force, le lieutenant-colonel Cimana, a déclaré que la situation sécuritaire dans le pays reste en général volatile en raison de criminalité dû au banditisme, à la fragmentation des groupes armés et à la transhumance dans certaines zones. « La Force organise des réunions régulières avec les leaders des groupes armés et des mesures ont été prises pour minimiser les criminalités à travers le pays », a dit le porte-parole, tout en rappelant la posture robuste des soldats de la MINUSCA avec des patrouilles statiques et mobiles ainsi que des mises en garde aux groupes armés, notamment dans le centre du pays.